
La continuité et le changement dans le régime provincial des partis en Ontario

par Robert J. Williams

L'Ontario est une province aux multiples facettes. Les grandes fortunes et la modernité côtoient la pauvreté et des conditions de vie primitives. On peut y trouver à la fois le SkyDome et des cabanes en papier goudronné, des téléphones cellulaires et des seaux servant de toilettes, des Mennonites et des narcomanes, des magnats de la finance et des trappeurs. Son système économique peut s'enorgueillir du haut niveau de développement de ses divers secteurs : l'exploitation des ressources, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les communications et les services. Sa société, quant à elle, se distingue par son hétérogénéité géographique et ethnique. L'Ontario est devenu, du moins aux yeux des médias des régions métropolitaines, une collectivité raffinée et cosmopolite ayant tous les attributs (positifs comme négatifs) d'une société moderne. Et pourtant, l'Ontario est aussi une société qui résiste violemment à bien des tentatives de «modernisation» dans des domaines comme le magasinage le dimanche et la vente des boissons alcoolisées. Les tiraillements entre la force de la tradition et les pulsions de changement contribuent à faire de la politique ontarienne un cas unique au Canada. Les choses ont beau avoir considérablement et rapidement évolué depuis 1945 surtout, il n'en demeure pas moins que la province a été gouvernée pendant plus de 40 ans par un seul et même parti, soit le Parti progressiste-conservateur. Puis, le gouvernement provincial a changé deux fois en un peu plus de cinq ans (en 1985 et 1990), la majorité des sièges allant la seconde fois à un parti qui n'avait encore jamais gouverné la province, à savoir le Nouveau Parti démocratique. Déclarer dans les années 90 que la politique provinciale de parti en Ontario est en pleine mutation, c'est peu dire! Le présent article se veut une analyse de quelques-unes des principales caractéristiques de la politique ontarienne de parti dans les années 90.

Comme l'a écrit un ancien haut fonctionnaire ontarien : «La diversité de l'Ontario en tant que microcosme du Canada [...] amène habituellement le gouvernement provincial à s'efforcer, dans ses décisions, d'assurer un équilibre constant entre des intérêts divergents, un peu comme les gouvernements fédéraux doivent faire de nombreux compromis.»¹

Robert J. Williams est professeur agrégé de sciences politiques à l'Université de Waterloo. Le présent article est une version révisée d'une communication donnée lors de la conférence annuelle de la New York State Political Science Association qui s'est tenue en avril 1992.

Des impressions de ce genre (quoique fort justifiées) empêchent de se faire une juste idée de la situation politique distincte de l'Ontario. L'historien S.F. Wise fait remarquer que la plupart des Ontariens «ne perçoivent pas leur province comme une simple région, mais plutôt comme une espèce de réplique provinciale du Canada dans son ensemble. Dans cette optique, la politique ontarienne ne serait qu'une autre espèce de politique nationale.»²

L'Ontario présente aussi nombre des attributs et attitudes politiques d'une région et pourtant, comme on vient de le signaler, les Ontariens ont rarement considérée leur province comme telle. Ainsi, la majorité d'entre eux ne connaissent à

peu près pas l'histoire politique de leur province, qui est pourtant riche, pittoresque et foncièrement importante pour le programme politique contemporain de l'Ontario (et peut-être du Canada).

La plupart des observateurs ont essayé de ramener la culture politique de l'Ontario à une simple liste de caractéristiques essentielles ou à une simple étiquette. Rand Dyck, par exemple, estime que certaines valeurs et attitudes telles que «l'élitisme, l'imputation, la hiérarchie, la continuité, la stabilité et l'ordre social [...] s'appliquent tout particulièrement à cette province et peuvent se résumer au conservatisme».³ L'étude que Graham White a faite du Parlement provincial témoigne d'une «réticence à mettre en doute les façons reconnues de faire les choses» qui découle, estime-t-il, «du traditionalisme conservateur modéré qui caractérise la culture politique ontarienne».⁴ White croit, toutefois, que ce conservatisme «tend à être relevé par une préoccupation constante pour le progrès et la réforme» et que «les valeurs libérales que sont l'individualisme, la liberté et un rôle limité de l'État demeurent d'une grande importance dans la culture politique de la province».⁵ D'autres estiment que la culture politique ontarienne est un mélange unique de ces deux tendances opposées : John Wilson qualifie l'Ontario de province «progressiste conservatrice» ou «conservatrice rouge», et Terry Morley prétend que l'Ontario est essentiellement dominé par des valeurs «libérales-coloniales».⁶

D'autres considèrent que la culture politique réside davantage dans un style distinct de vie politique que dans des valeurs proprement dites. La prospérité et la stabilité économique qui prévalent depuis 1945 ont contribué à faire que le ton du discours politique ontarien soit en général modéré et à ce que les trois principaux partis politiques affichent tous une idéologie relativement modérée. Un autre observateur voit un lien entre la conduite de l'ancien premier ministre, M. William Davis, et la culture politique en général. En effet, le style des conservateurs, qui ont longtemps dominé la scène politique ontarienne, a souvent été assimilé à la culture politique générale : «les règles du jeu politique qu'a pratiquées le Parti conservateur pendant 42 ans sont [...] envisager tout changement avec prudence, rechercher le consensus et éviter les conflits ...»⁷

Les changements inattendus de gouvernement qui sont survenus en 1985 et (surtout) en 1990 appellent à une révision de ces observations et de ces images. L'Ontario s'est acquis une réputation de modération, pour ne pas dire d'immobilité, politique du fait qu'il a été longtemps sans changer de gouvernement. Pour bien des gens, la stabilité était directement liée à la compétition à trois partis dans laquelle un parti pouvait se faire élire en montant ses deux adversaires l'un contre l'autre. Dans le cas des conservateurs, cela s'ajoutait à un renouvellement régulier du chef du parti, à une machine du parti bien huilée et encouragée par le népotisme, et à une façon pragmatique de gouverner. La réalité de la compétition à trois

dans le régime régionalisé de parti de l'Ontario, alliée à une inconstance croissante de l'électorat découlant d'une baisse de la prospérité, d'une diminution de l'efficacité gouvernementale et d'un cynisme à l'égard des intentions des élus, semble maintenant constituer une vulnérabilité permanente. Qu'est-ce qui a changé?

Les racines de la culture politique ontarienne sont profondes et certains modèles de conduite politique, très fermement ancrés, mais de nombreux indices laissent à penser que, par suite de changements sociaux, il sera désormais encore plus difficile de cerner une véritable identité ontarienne. Après tout, la création d'une culture politique homogène s'est longtemps heurtée à divers obstacles : l'Ontario «se caractérise par une grande diversité géographique, économique, ethnique et religieuse. Par ailleurs, sa population est surtout concentrée dans les secteurs urbains du Sud et est exposée, par l'intermédiaire d'un réseau de communications intégré, à la culture technocratique séculière qui prévaut dans tout le nord-est de l'Amérique du Nord.»⁸

Bien que le long et vif débat sur les avantages que présente l'ouverture des commerces de détail le dimanche soit un signe concret d'un clivage réel du système de valeurs ontarien, l'économie et la société de l'Ontario sont trop complexes pour autoriser une polarisation des positions politiques en deux camps bien définis et ont favorisé l'établissement d'un régime permanent à trois partis, alors que dans les autres provinces canadiennes prévalait plutôt un régime à deux partis.

L'Ontario se trouve peut-être à l'aube d'une nouvelle ère politique. Cela n'est pas autant un cliché que cela en a l'air, car l'histoire politique ontarienne n'a connu aucun changement marqué depuis le début du siècle.

Thèmes traditionnels des partis politiques ontariens

La correspondance À première vue, le régime provincial des partis en Ontario semble *correspondre* au régime fédéral. Depuis le milieu des années 40, trois partis ont coexisté, soit le Parti libéral, le Parti progressiste conservateur et le CCF/NPD. Avant les élections provinciales de 1990, l'Ontario était la seule province à refléter le système national des partis sur la scène politique provinciale.⁹

Le régime national des partis au Canada n'a jamais été une version élargie du régime provincial en Ontario, pas plus que celui-ci ne doit être considéré comme un régime national en miniature. De nombreux parallèles ont effectivement existé entre les dynamiques des deux régimes, le plus évident étant qu'un seul parti a dominé le gouvernement après 1945 et cela, surtout parce que l'opposition était partagée entre les deux autres partis. Dans la pratique, toutefois, les deux régimes des partis étaient différents, et la victoire remportée en 1990 au provincial par le NPD ne fait que confirmer que l'impression de correspondance n'est, somme toute, qu'une impression.

La stabilité En second lieu, la politique ontarienne s'est caractérisée par une apparente *stabilité*, surtout sur la scène provinciale. D'abord, en dépit de fluctuations occasionnelles, les partis ont obtenu à peu près toujours le même appui au sein de l'électorat. Comme le fait remarquer Peter McCormick : «depuis la fin de la guerre, le CCF/NPD a toujours obtenu entre 15 et 30 p. 100 des voix, jamais plus ni moins, pas même une seule fois. Aucun autre régime provincial de partis ne présente quelque chose de comparable.»¹⁰

Le NPD a franchi le cap des 30 p. 100 en 1990 mais, encore là, il n'a été élu qu'à la pluralité des voix. En outre, la concurrence que les trois partis se livrent depuis longtemps et l'appui plutôt assuré dont ils bénéficient toujours ne laissent pas présager que l'un ou l'autre d'entre eux s'effondre dans un proche avenir. Ce régime à trois partis est stable et devrait le demeurer.

Ensuite, il y a la propension de l'Ontario à assurer la domination d'un seul parti. Au XIX^e siècle, les libéraux ont gouverné de façon ininterrompue de 1871 à 1905 et, au XX^e siècle, les progressistes conservateurs ont établi un record moderne de longévité politique au Canada. La domination récente des conservateurs ne rend pas compte de toute la situation politique en Ontario de 1943 à 1985 car, même si les conservateurs ont alors eu le monopole du pouvoir, ce n'est qu'aux élections de 1951, 1955 et 1963 qu'ils ont failli obtenir la moitié du vote populaire. L'inconstance croissante de l'électorat mettra peut-être un terme à la domination d'un seul parti, bien que les gouvernements majoritaires continueront d'être un élément stable de la politique provinciale en Ontario.

La convergence Un thème important de la politique des partis en Ontario, c'est la *convergence*; comme le dit simplement Graham White : «[...] l'Ontario n'est pas polarisé au plan politique».¹¹ Plus que l'idéologie, le pragmatisme explique l'appui qu'ont obtenu les partis, et les organisations de parti ont appris à exploiter cela. La dernière fois qu'ils ont été au pouvoir, «les partis libéral et conservateur se sont montrés tous deux non doctrinaires et gagnés à la politique du consensus, affichant l'un et l'autre un large éventail de convictions politiques».¹² Ce style contraste avec le tableau politique qu'offrent d'autres provinces comme la Saskatchewan et la Colombie-Britannique, où domine la divergence entre les deux grands partis.

Ce style s'est imposé du sommet à la base. Les premiers ministres ontariens qui ont le mieux réussi au plan politique sont ceux qui étaient généralement perçus comme des réformateurs modérés et prudents; en tant que chefs de gouvernement, «les premiers ministres ontariens sont davantage (et on y compte bien) des gestionnaires que des leaders. Peut-être en raison de sa prospérité traditionnelle, l'Ontario a préféré des premiers ministres qui soient des gestionnaires vraiment compétents plutôt que des leaders visionnaires qui visent des objectifs programmatiques clairement définis.»¹³ Un commentateur a soutenu que, pour

William Davis (premier ministre de 1971 à 1985), «le succès politique exige qu'il reste dans le centre modéré du spectre politique ontarien où la plupart des Ontariens se situent à son avis et qu'il demeure sensible aux opinions de la population et, ainsi, pertinent au plan politique».¹⁴

La politique de marchandage ou de consensus est la norme : «les trois grands partis ontariens s'efforcent tous d'occuper le centre du spectre politique parce qu'ils savent que c'est là la clé du pouvoir politique».¹⁵ Au début des années 80, on a dit des conservateurs qu'ils étaient «un ramassis de conservateurs de droite, de Bleus modérés à la Davis, dont beaucoup étaient en fait des libéraux qui gravitaient autour du parti au pouvoir»¹⁶; d'après un initié, cette image était très délibérément cultivée.¹⁷ En période de dynastie conservatrice, le Parti libéral a souvent eu du mal à se démarquer comme solution de rechange et a acquis une mentalité réactive, adoptant apparemment toute position qui ne soit pas gouvernementale. Son succès initial, en 1985, est généralement attribué à sa capacité d'occuper le «centre vacant» du spectre politique que les conservateurs avaient abandonné du temps de Frank Miller.

Depuis 1945, les partis au pouvoir ont réussi à reléguer les partis de l'opposition aux extrémités du spectre politique en évitant toute étiquette idéologique. William Davis et David Peterson ont tous deux été qualifiés de «politiciens fondamentalement pragmatiques» et tous deux «ont prétendu qu'il était inutile de chercher à les situer sur le spectre politique, car ils entendaient satisfaire les besoins au fur et à mesure qu'ils se présenteraient». Pour sa part, le NPD «se situe franchement à gauche en mettant l'accent sur les questions sociales» de même que sur certains problèmes économiques, quoiqu'il «tende vers un 'radicalisme pragmatique'».¹⁸ Au fil des années, le NPD a réagi «aux circonstances extérieures changeantes» au moyen d'un programme moins doctrinaire, mais ses membres ont fréquemment été divisés sur diverses stratégies et politiques, radicales et modérées.

Rand Dyck en arrive donc à la conclusion suivante : «on peut dire que les trois partis ontariens comportent un élément progressiste et conservateur ou que les trois s'efforcent de fonctionner dans le cadre d'un éventail idéologique progressiste conservateur plutôt limité».¹⁹ La convergence demeure un élément vital de la politique de parti en Ontario.

La concurrence. La notion de convergence nous cache le fait que les électeurs ontariens font effectivement des choix et sont prêts à répartir leur appui inégalement entre les trois principaux partis. En somme, comme l'a fait remarquer Peter McCormick, «les élections en Ontario ont toujours été tenues sous le signe d'une forte concurrence et ce phénomène s'est accentué au cours des dernières décennies».²⁰ Les Ontariens ont élu des gouvernements minoritaires en 1975, 1977 et 1985 et la part du vote populaire accordée à chaque parti a varié de 15 p. 100 (20 p. 100 dans le cas des conservateurs) depuis 1981. Les performances individuelles des principaux partis ont fluctué

énormément. En 1987, 52 candidats libéraux ont obtenu la majorité et aucun libéral ne s'est classé troisième tandis qu'en 1981, 28 s'étaient placés au troisième rang. L'effondrement des conservateurs a été complet devant les balayages libéral et néo-démocrate; en 1981, près de 90 p. 100 des candidats du parti se sont classés premiers ou deuxièmes, mais, en 1987, 15 candidats conservateurs ont reçu moins de 10 p. 100 du vote populaire et en 1990 près des deux tiers des candidats (84) se sont classés troisièmes et 9 ont été repoussés au quatrième rang, généralement derrière des candidats du *Confederation of Regions Party*. En 1987, les candidats néo-démocrates ont occupé les extrémités de la courbe; le parti a gagné plus de sièges que les conservateurs (19 contre 16), mais a aussi obtenu le plus grand nombre de troisièmes places (67 contre 61). La victoire majoritaire de Bob Rae s'est concrétisée grâce à un phénomène imprévisible, les candidats néo-démocrates ont fait un bon de la troisième à la première place dans plus de 24 circonscriptions. Plus que jamais dans l'histoire récente les députés ont été élus grâce à de très faibles marges; 9 ont emporté la victoire avec une majorité de moins de 200 voix. La concurrence est donc encore présente à plusieurs égards en politique provinciale ontarienne.

Le régionalisme. Étant donné l'étendue de la province, nous ne devrions pas être surpris de constater que l'Ontario est composé de régions sociales, économiques et politiques. R.H. MacDermid a montré, au moyen de données tirées d'études sur les élections nationales, que le fait d'habiter en Ontario avait une incidence non négligeable sur l'attitude de quelqu'un à l'égard d'un certain nombre de questions sociales et économiques importantes.²¹ Viv Nelles répartit tout simplement la province en deux blocs distincts : les régions métropolitaines et le reste de la province. Dans son analyse, le fait que les régions périphériques soient moins diversifiées économiquement et socialement et que la croissance y soit moins rapide est très significatif. Le défi à relever pour réussir politiquement est de réunir ces deux collectivités divergentes. Peu de partis ont réussi à le faire de manière soutenue.

En d'autres mots, le système des partis est depuis toujours très régionalisé en Ontario. La force électorale des trois partis est traditionnellement très différente dans les divers coins de la province, tant au niveau provincial que fédéral, même si les trois partis ont, chacun à leur tour, formé des gouvernements largement majoritaires de 1981 à 1990, ce qui évidemment nous interdit toute généralisation quant à l'appui régional. Par exemple, les conservateurs provinciaux profitent d'un solide appui chez les citoyens depuis le début du siècle, bien que cet appui se soit évaporé en 1987, et ils ont aussi entretenu des liens solides avec les collectivités rurales durant leurs années de domination. En 1987, les pertes du parti ont été tellement énormes qu'il n'est resté aucun bloc ressemblant à un quelconque château fort régional. Durant la légère reprise de 1990, les conservateurs ont réalisé des gains dans la région métropolitaine et dans l'Ouest de la province, aux dépens des

libéraux, mais ils sont demeurés faibles dans la région de la conurbation, ce que l'on appelle le «Golden Horseshoe», et dans le Nord où seul le chef de parti, Mike Harris, a été élu. Le Parti libéral n'a pas réussi à se gagner un appui solide à l'extérieur de la région rurale du Sud-ouest avant 1985, mais il n'a conservé que trois sièges dans cette région en 1990 tandis qu'il prenait cinq sièges dans la région d'Ottawa et dix-huit autres dans la grande région métropolitaine de Toronto et dans le Golden Horseshoe. Le NPD a toujours eu plus de succès dans les circonscriptions à forte domination syndicale et dans certains centres urbains où il s'opposait généralement au Parti conservateur. La majorité néo-démocrate de 1990 reposait donc partiellement sur cette base et partiellement sur une percée dans les circonscriptions de l'Ouest, où le NPD s'était classé second à de nombreux endroits en 1987, et dans certaines autres circonscriptions comme Oxford, Lambton et Middlesex où moins de 20 p. 100 du vote populaire avait appuyé le NPD en 1987.

Malgré l'apparente volatilité qui semble s'emparer de l'électorat ontarien, les chiffres provinciaux cachent un élément de régionalisme. Le visage électoral de l'Ontario n'est pas homogène, il est formé de divers affrontements entre deux partis dans les différentes régions et occasionnellement d'une course à trois partis. Si l'appui électoral cesse de fluctuer autant au cours des deux prochaines élections, il ne fait aucun doute que les tendances régionales se manifesteront plus clairement.

La politique fédérale et la politique provinciale

En Ontario, les partis fédéraux et provinciaux ont tendance à se démarquer les uns des autres. Par exemple, le bureau du Parti conservateur à Toronto sert uniquement au parti provincial, même s'il existe un bureau régional du parti fédéral. Pour leur part, depuis 1976, les libéraux exploitent deux bureaux en parallèle à Toronto, l'un pour le parti fédéral, le Parti libéral du Canada (Ontario), et l'autre pour le parti provincial, le Parti libéral de l'Ontario. La structure intégrée du NPD est une anomalie en Ontario; elle est au service de la cause provinciale autant que de la cause fédérale, sans préjudice. En pratique toutefois, le niveau provincial attire et réussit mieux; le bureau provincial du parti consacre donc plus de ressources à la cause provinciale, sauf durant les élections fédérales alors qu'il s'intègre à l'appareil de la campagne nationale. Cette façon de faire montre bien que deux des partis ontariens ont choisi de mettre en place des symboles évidents d'indépendance entre leurs organisations fédérales et provinciales. Comme le suggère Wearing, un lien étroit entre les partis fédéraux et provinciaux ne constitue peut-être pas un avantage lorsque vient le temps d'attirer des électeurs qui se désintéressent parfois d'un niveau ou de l'autre.²² Rien à l'horizon politique ne laisse croire que les partis ontariens désirent modifier leurs structures organisationnelles.

L'expérience des candidats des partis accentue cette distinction. D'une part, les législateurs provinciaux de l'Ontario, plus encore que dans les petites provinces, envisagent normalement que toute leur carrière se déroulera à Queen's Park et ne considèrent pas que c'est un lieu de préparation à la Chambre des communes. Autrement dit, les députés de l'Assemblée législative ontarienne ne vont pas souvent vers la politique fédérale. Une enquête auprès des candidats des principaux partis aux élections fédérales de 1974 et aux élections provinciales de 1975 a révélé que les députés passent très peu d'une arène électorale à l'autre. Une étude plus récente des candidats élus aux élections provinciales de 1990 et fédérales de 1988 a montré qu'un seul ancien député fédéral est maintenant à Queen's Park, le premier ministre néo-démocrate Bob Rae, et que trois anciens députés provinciaux sont maintenant à Ottawa, les libéraux Don Boudria et Sheila Copps et le néo-démocrate Iain Angus. Un ancien chef provincial du NPD, Michael Cassidy, a participé à la 33^e législature et un autre député provincial du NPD, Mike Braugh, a remplacé Ed Broadbent lorsque ce dernier a quitté la politique fédérale. Compte tenu du nombre de sièges en jeu aux niveaux fédéral et provincial en Ontario, la proportion de candidats désignés comme représentants de leur parti aux deux niveaux est réellement minime. Dans la conclusion d'une analyse détaillée portant sur les députés, on peut lire que «l'expérience législative provinciale est encore plus rare chez les députés fédéraux du centre du Canada que chez les élus des régions périphériques».²³ En fait, de 1958 à 1984, seulement 3,3 p. 100 des députés fédéraux de l'Ontario avaient fait partie de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il est possible que certains députés défaits qui ne peuvent s'habituer à vivre hors de la politique s'engagent à un autre niveau, mais l'incertitude qui règne sur les campagnes modernes continuera probablement de dissuader la plupart des députés élus de tout risquer pour tenter leur chance dans l'autre arène.

Les électeurs ontariens font-ils la différence entre les dossiers fédéraux et provinciaux lorsqu'ils remplissent leurs bulletins de vote? Cette question fait l'objet d'une polémique constante. Toutefois, il semble que bon nombre d'activistes des partis, de même que les organisations elles-mêmes, établissent leurs programmes en tenant compte de l'indépendance qui existe entre les deux niveaux et qu'ils continuent d'appuyer la distinction entre la politique fédérale et la politique provinciale en Ontario.

Les années 1990 constituent déjà un défi social, économique et politique pour l'Ontario. Le système des partis se trouve aussi coincé entre l'innovation et la tradition; en y regardant de plus près, on est toutefois surpris de constater que c'est plutôt la tradition qui l'emporte.

C'est peut-être que les libéraux et les néo-démocrates ont apporté des changements sur la scène politique ontarienne, mais qu'ils n'ont pas modifié la dynamique du système lui-même. Durant les élections de 1990, les néo-démocrates ont

réussi à obtenir ce que leurs concurrents avaient tous deux pris pour acquis : un gouvernement majoritaire fondé sur une majorité électorale. Il est certain que ce fut un exploit et que répéter celui-ci constituera un défi de taille. ■

Notes

1. Donald W. Stevenson, «Ontario and Confederation: A Reassessment» dans Ron Watts et Douglas M. Brown, éd., *Canada: The State of the Federation 1989* (Kingston : Institut des relations intergouvernementales, 1989), p. 60.
2. S.F. Wise, «Ontario's Political Culture», dans Donald C. MacDonald, éd., *The Government and Politics of Ontario*, 3^e éd. (Toronto : Nelson, 1985), p. 161.
3. Rand Dyck, *Provincial Politics in Canada* (Scarborough : Prentice-Hall, 1986), p. 269. Il faut souligner en passant que Dyck suggère qu'il s'agit de «valeurs souvent associées à l'ensemble du pays».
4. Graham White, *The Ontario Legislature: A Political Analysis* (Toronto : University of Toronto Press, 1989), p. 19.
5. *Ibid.*, p. 16.
6. John Wilson «The Red Tory Province: Reflections on the Character of the Ontario Political Culture», dans MacDonald, *The Government and Politics of Ontario*, 2^e édition (Toronto : Van Nostrand Reinhold, 1980) et J.T. Morley, *Secular Socialists: The CCF/NDP in Ontario. A Biography* (Kingston et Montréal : McGill-Queen's University Press, 1984), p. 25.
7. H.V. Nelles, «"Red Tied": Fin de Siècle Politics in Ontario» dans Michael S. Whittington et Glen Williams, éd., *Canadian Politics in the 1990s*, 3^e édition (Scarborough : Nelson, 1990), p. 83.
8. Robert Drummond, «Is There an Ontario Identity?» dans Eli Mandel et David Taras, éd., *A Passion for Identity: Introduction to Canadian Studies* (Toronto : Methuen, 1987), p. 323.
9. Robert J. Williams, «Ontario's Party Systems: Federal and Provincial» dans la 5^e éd. et «Ontario's Party Systems: Under New Management» dans la 6^e édition de Hugh Thorburn, éd., *Party Politics in Canada* (Toronto : Prentice-Hall, 1986 et 1991).
10. Peter McCormick, «Provincial Political Party Systems, 1945-1986» dans Alain G. Gagnon et Brian Tanguay, éd., *Canadian Parties in Transition: Discourse, Organization and Representation* (Toronto : Nelson, 1989), p. 158. Voir aussi Robert Drummond, «Voting Behaviour: Dancing in the Dark on a Moving Floor», dans MacDonald, 3^e édition, p. 223.
11. White, *The Ontario Legislature*, p. 70.
12. Graham White, «Governing from Queen's Park: The Ontario Premiership» dans Leslie A. Pal et David Taras, éd., *Prime Ministers and Premiers: Political Leadership and Public Policy in Canada* (Scarborough : Prentice-Hall, 1988), p. 170.
13. Graham White, «Governing from Queen's Park», p. 161.
14. Michael J. Prince, «The Bland Stops Here: Ontario Budgeting in the Davis Era, 1971-1985», dans Allan Maslove, éd., *Budgeting in the Provinces: Leadership and the Premiers* (Toronto : Institut d'administration publique du Canada, 1989), p. 94.
15. J. Wearing, «Ontario's Political Parties: The Ground Shifts», dans Graham White, éd., *The Government and Politics of Ontario*, 4^e édition, (Toronto : Nelson, 1990), p. 234.
16. Rosemary Speirs, *Out of the Blue: The Fall of the Tory Dynasty in Ontario* (Toronto : Macmillan, 1986), p. 22.
17. Eddie Goodman, *Life of the Party: The Memoirs of Eddie Goodman* (Toronto : Key Porter Books, 1988), p. 240, écrit que Bill Davis «était un pragmatiste qui ne fondait pas sa philosophie gouvernementale sur le principe rigide de la droite ou de la gauche».
18. Speirs, pp. 234-235.
19. Dyck, pp. 315-316.
20. McCormick, p. 160.
21. R.H. MacDermid, «Regionalism in Ontario» dans Alain-G. Gagnon et James P. Bickerton, éd., *Canadian Politics: An Introduction to the Discipline* (Peterborough : Broadview Press, 1990), p. 381.
22. Wearing, p. 295. 23. Voir Doreen Barrie et Roger Gibbins, «Parliamentary Careers in the Canadian Federal State», *Canadian Journal of Political Science* XXII:1 (mars 1989), p. 144.